



trouve soudain sur le périphérique. Nous nous éloignons petit à petit, je savais qu'il fallait faire le tour pour revenir ; nous l'avons fait, mais j'ai eu un bon moment d'inquiétude. »

C'était « il y a très longtemps », heureusement : de nos jours, un tour complet du périph, ça peut prendre plusieurs heures !

*Plouf!*

## Evidemment que c'est du bluff !

« **B**IEN ENTENDU, nous ne ferons rien », avait lâché notre ministre des Affaires étrangères, Claude Cheysson, en décembre 1981. Le général Jaruzelski venait d'instaurer l'état de siège en Pologne. La France annonçait la couleur. Elle n'allait pas intervenir. Pourquoi ? Parce que, dans le camp d'en face (alors soviétique), la Bombe... Bis repetita.

On ne pensait plus guère à elle. La voilà qui vient de se rappeler à notre bon souvenir. Au quatrième jour de guerre, le 27 février, Poutine a ordonné à ses généraux de mettre l'arme nucléaire en « régime spécial d'alerte au combat ». Pur bluff ? On aimerait s'en persuader. N'empêche que, depuis, elle est là, tapie dans un coin de notre tête.

Depuis près de trois quarts de siècle, la Bombe règle l'« équilibre de la terreur » mondial. Nous, on ne pensait plus qu'à l'équilibre. On avait oublié la terreur. On avait

oublié la dissuasion. On avait oublié que la France faisait partie du club très fermé des neuf pays qui la détiennent (Russie, Etats-Unis, Royaume-Uni, Chine, Inde, Pakistan, Israël, Corée du Nord).

La dissuasion nucléaire française (300 têtes nucléaires, 4 sous-marins nucléaires, 1 porte-avions nucléaire, 28 Rafale, etc.) nous coûte plus de 5 milliards d'euros chaque année. Elle entretient des liens indissolubles avec notre (bringuebalante) industrie nucléaire. Elle est si indiscutable et indiscutée que, l'an dernier, la France a refusé de ratifier le Tian, traité international des Nations unies, du 22 janvier 2021 visant à interdire les armes nucléaires (« Plouf », 2/12/20). Comme toutes les autres puissances nucléaires...

La Bombe est l'un de nos principaux impensés. En notre nom, un sous-marin français (au moins) patrouille



en permanence au fond des mers avec à son bord de quoi déclencher mille Hiroshima : tout le monde s'en fiche. Le seul qui ait tenté de mettre ce débat sur la place publique fut Paul Quilès (1942-2021), qui était partisan d'un désarmement nucléaire unila-

téral – à commencer par les forces aéroportées. Quilès n'était pas précisément un doux rêveur, il avait été ministre de la Défense et savait de quoi il parlait.

Jean-Marie Collin, porte-parole de l'organisation internationale Ican, laquelle a reçu le prix Nobel de la paix en 2017 et milite pour l'interdiction des armes nucléaires, le fait remarquer : non seulement la guerre en Ukraine nous rappelle que l'emploi de la Bombe « n'est pas impensable », mais elle montre aussi que « les armes nucléaires ne laissent personne en sécurité. Elles n'empêchent pas la guerre ». Pis, dans le cas présent, la Bombe met la Russie à l'abri d'une intervention militaire occidentale : « Le nucléaire encourage la guerre » (« L'Opinion », 10/3).

Quand Macron et Poutine se parlent au téléphone, chacun sait que l'autre a le bouton atomique à portée de main. Est-ce vraiment rassurant ?

Jean-Luc Porquet